|  |  |
| --- | --- |
|  | CDEN du Loiret  19 novembre 2020  Déclaration liminaire de la FSU |

Monsieur l’Inspecteur d’académie,

Monsieur le Vice président du Conseil Départemental,

Monsieur le Préfet,

Ce premier CDEN de l’année scolaire 2020 2021 se tient dans un contexte sanitaire et sécuritaire plus que préoccupant. En effet, cette rentrée de septembre, et plus encore la reprise du 2 novembre, ont particulièrement affecté et impacté toute la communauté éducative.

Un premier protocole « assoupli » ayant été mis en place après les congés d’été, les équipes éducatives ont dû, une fois de plus, une fois de trop, lors de la reprise des vacances d’automne, faire face à un nouveau protocole annoncé l’avant-veille et ce cumulé à la situation traumatisante et anxiogène de l’ignoble et tragique assassinat de notre collègue Samuel Paty dont l’hommage a également été honteusement tronqué.

La FSU du Loiret vous avait écrit, Monsieur l’inspecteur d’académie, la veille de la reprise, certes trop tardivement sans doute, afin que vous puissiez maintenir ce qui était prévu initialement pour la journée du 2 novembre. De très nombreux enseignant·e·s et autres personnels ou partenaires de l’Education nationale, à l’appel de la FSU, s’y sont attachés avec, dans les établissements du second degré, une certaine empathie des chef·fe·s d’établissement bien conscient·e·s de l’erreur de communication du ministre et, de plus, sous le coup de la même émotion. Pour l’heure, nous nous interrogeons toujours sur les moyens que notre institution a mis en œuvre pour soutenir et accompagner réellement notre collègue. Qu’est-il prévu maintenant pour apporter concrètement un soutien et un accompagnement immédiats et sans faille à tous nos collègues qui se sentent menacées dans le simple exercice de leur métier ? La responsabilité de notre institution sur ce chantier doit être pleinement engager et ce dès à présent.

Dans ce même courrier, la FSU vous demandait la présence massive et urgente de personnels dans les écoles et collèges de notre département dès la reprise du 2 novembre afin d’assurer sécurité et organisation dans ce nouveau double cadre sanitaire et sécuritaire. Nous avions déjà formulé cette demande dès la sortie du confinement tant les besoins supplémentaires en aide aux élèves les plus fragiles allaient être évidents. Nous vous demandons de la relayer auprès du ministre et de la rectrice. Ce sont toutes ces raisons qui ont mis nos collègues en grève et dans la rue mardi 10 novembre dernier, à l’appel d’une intersyndicale dont la FSU faisait partie, comme un premier avertissement qui en appelle d’autres.

Dans ce contexte, nous avons pris connaissance du projet de budget 2021 pour l’Education nationale : il n’est pas à la hauteur de l’ambition éducative. Tout nous conduit pourtant à l’exigence de plus d’éducation pour tous les jeunes dans un contexte où les inégalités continuent à se creuser et où les périls obscurantistes nécessitent la mobilisation, l’aide et le soutien à toute la communauté éducative. Or ce budget est très loin de cette ambition et, pour le confirmer, sa part dans le PIB est en baisse.

Dans le 1er degré, les créations de postes financeront, comme cette année, uniquement la poursuite des dédoublements, le plafonnement à 24 des effectifs en GS, CP et CE1 et le moratoire des fermetures dans le rural. Elles ne permettront pas d’amélioration du quotidien de la majorité des classes si comme en 2020, les recrutements induits pas ces mesures ne sont pas à la hauteur des engagements. Pire encore, la dotation de l’an dernier étant insuffisante pour ouvrir toutes les classes qui le nécessitaient, vous avez supprimé 46 postes d’aide aux élèves en difficulté (32 Maitres supplémentaires et 14 postes de RASED) pourtant rendus indispensables par la crise. Or, ces suppressions n’apparaissent bizarrement pas dans vos documents qui sont plus un outil de propagande de la politique ministérielle qu’un véritable document de travail transparent. Sinon comment afficher un solde de + 38 ouvertures de classes avec une dotation de 11 postes ?

Allez-vous continuer dans cette voie pour la rentrée 2021 ? Devons-nous nous attendre encore à des coupes sombres de postes indispensables pour permettre les ouvertures nécessaires de classes et ainsi ne plus apporter d’aide aux élèves dont les difficultés ont été accentuées par le confinement ? Malgré une baisse d’effectif régulière d’élèves constatée dans notre département plus importante encore que les prévisions, est-ce cela pratiquer une politique éducative ambitieuse ?

Dans le second degré, on prétend compenser les suppressions d’emplois en obligeant les enseignants en place à travailler plus : l’équivalent de 2500 ETP seraient financés en heures supplémentaires, c’est du mépris pour des enseignants déjà épuisés par leur charge de travail.

Pour l’heure, l’urgence est sanitaire et, afin de préserver les ouvertures des écoles et des collèges, il est indispensable d’accéder immédiatement aux demandes des personnels que la FSu relaie à savoir le dédoublement de toutes les classes à l’image de ce qui a été décidé pour les lycées. C’est à ce prix que la continuité du service pourra s’opérer tout en diminuant les risques sanitaires. A cela s’ajoute, pour la FSU, la demande réitérée d’un équipement en matériel informatique pérenne et fiable ainsi qu’un protocole et une formation pour un télétravail s’il devait s’avérer nécessaire pour tous les personnels de l’Education Nationale.

Le ministère ne prend pas la mesure de la situation sanitaire qui impose particulièrement des mesures pour faire baisser les effectifs d’élèves par classe à court et moyen terme et de l’état de fatigue des personnels, épuisés par des années de dégradation des conditions de travail et une rentrée hors normes.

Enfin, la nécessaire revalorisation des personnels ne trouve dans ce projet de budget qu’une traduction minimale avec 400 millions d’euros prévus pour l’année 2021. Cette somme, concrétisée dans les annonces du lundi 16 novembre, ne sera attribuée uniquement que sous formes de primes et de surcroit qu’à 31% des seul·e·s enseignant, d’une part et qu’à certaines fonctions d’autres part. 69% des enseignant·e·s en sont écartées mais aussi la totalité des autres personnels de l’Education nationale et également celles et ceux de la Fonction Publique en général. Le gouvernenement considère t-il que tous ces personnels, si utiles pendant cette période de crise, sont moins méritants ? Non seulement ce montant est indigent, alors qu’il est censé permettre beaucoup : « reconnaître les missions », « développer la coopération » et « transformer les pratiques via le numérique notamment » mais il ne correspond pas aux demandes des agent·e·s qui souhaitent tou·te·s une augmentation de **salaire**. Comment, dans ce contexte, ne pas vouloir fuir l’Education Nationale ? Ce que font nos collègues, de plus en plus nombreux, notamment en utilisant la rupture conventionnelle. A ce propos, même si la FSU n’est pas favorable à cette procédure incluse dans la loi de transformation de la Fonction Publique qu’elle continue de combattre, elle comprend et accompagne les collègues dans cette démarche. Nous voudrions savoir où en est le budget alloué à cette démarche pour le département ?

La FSU exige un budget qui renonce aux suppressions d’emplois et engage un rattrapage des pertes salariales subies par les personnels, avec des mesures significatives pour tous les personnels dès cette année, et des créations de postes pour répondre à tous les besoins, en commençant par les plus urgents.

La FSU considère que l’ambition pour l’éducation suppose une programmation pluriannuelle. Tout autre choix exposera le ministère à des actions dans les écoles et les établissements dont les personnels ont ras le bol d’être sacrifiés sur l’autel de la vie économique du pays.